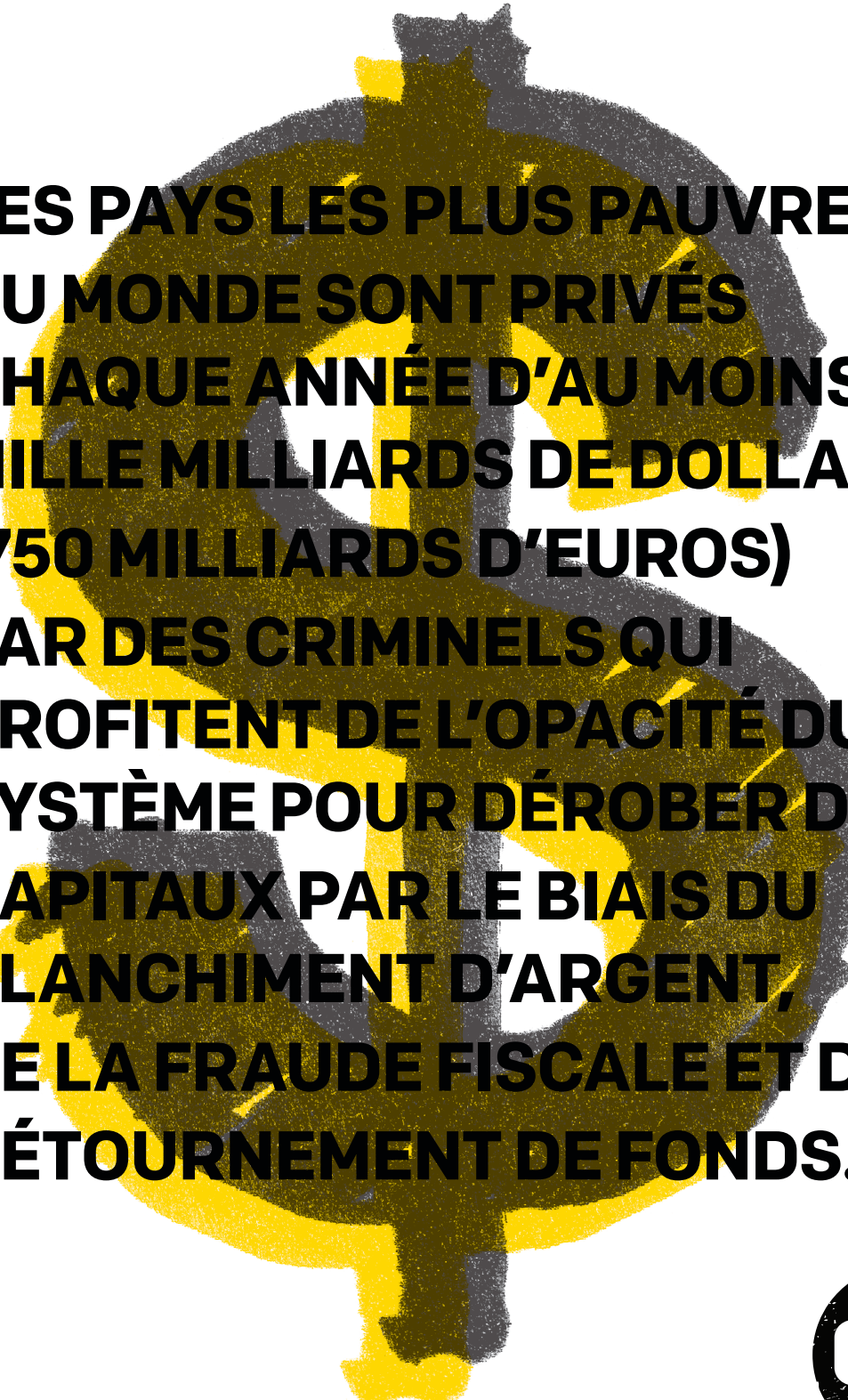


# LE CASSE DU SIÈCLE

UN SCANDALE À MILLE MILLIARDS DE DOLLARS



**LES PAYS LES PLUS PAUVRES  
DU MONDE SONT PRIVÉS  
CHAQUE ANNÉE D'AU MOINS  
MILLE MILLIARDS DE DOLLARS  
(750 MILLIARDS D'EUROS)  
PAR DES CRIMINELS QUI  
PROFITENT DE L'OPACITÉ DU  
SYSTÈME POUR DÉROBER DES  
CAPITAUX PAR LE BIAIS DU  
BLANCHIMENT D'ARGENT,  
DE LA FRAUDE FISCALE ET DU  
DÉTOURNEMENT DE FONDS.**

**ONE**

**« Nous connaissons tous le lourd tribut payé à la corruption. Plus de mille milliards de dollars sont détournés ou perdus chaque année. De l'argent dont nous avons terriblement besoin pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ».**

**Ban Ki Moon,  
Secrétaire général  
de l'ONU<sup>1</sup>.**



**Le scandale à mille milliards de dollars**

# Sommaire

- 01 Introduction
  - 02 Des transactions opaques qui coûtent des vies
  - 03 Pourquoi le G20 devrait-il s'en soucier ?
  - 04 Vers plus de transparence
  - 06 Que représentent mille milliards de dollars ?
  - 08 Action 1 : Levez le voile sur les sociétés écrans**
  - 10 Action 2 : Publiez ce que vous payez**
  - 12 Action 3 : Sévissez contre la fraude fiscale**
  - 14 Action 4 : Soyez transparents : publiez les données gouvernementales**
  - 16 Mettre fin au scandale à mille milliards de dollars
  - 18 Glossaire
  - 19 Méthodologie
  - 24 Notes
-

# Le scandale à mille milliards de dollars

**L'extrême pauvreté a diminué de moitié en 20 ans et pourrait être quasiment éradiquée d'ici à 2030<sup>2</sup>. Mais les progrès réalisés sont en grande partie compromis - non pas à cause d'une catastrophe naturelle ou d'une nouvelle maladie, mais pour une raison bien plus insidieuse.**

D'après l'analyse de ONE, au moins mille milliards de dollars (750 milliards d'euros) s'échappent chaque année des pays en développement par le biais d'actes de corruption tels que des accords opaques liés à l'exploitation de ressources naturelles, l'utilisation de sociétés écrans, le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Contrairement à certaines idées reçues, cet argent ne provient pas de l'aide internationale – qui a, quant à elle, un impact positif significatif sur les pays en développement. Des sommes colossales sont détournées au sein même des budgets et du système économique de pays en développement, les empêchant de financer leur propre lutte contre l'extrême pauvreté, les maladies et la famine. Il s'agit tout bonnement d'un scandale à mille milliards de dollars.

Ce rapport expose le véritable coût humain de ce scandale et explique comment il pourrait être enrayé. La mise en place de politiques spécifiques, visant à accroître la transparence et à lutter contre la corruption dans trois domaines-clés – le secret financier, les transactions liées aux ressources naturelles et le blanchiment d'argent – pourrait réduire considérablement ces pertes financières massives. À la clé, de nombreux avantages pour les pays en développement, parmi lesquels l'accroissement des investissements directs étrangers (IDE) et une hausse du produit intérieur brut (PIB) allant jusqu'à 0,6 % par an<sup>3</sup>.

Là où la corruption prospère, elle freine les investissements privés, réduit la croissance économique, accroît le coût des transactions commerciales et risque d'engendrer une instabilité politique<sup>4</sup>. Dans les pays en développement, la corruption tue. Lorsque des gouvernements sont privés de revenus qui auraient pu être investis dans les soins de santé, la sécurité alimentaire ou les infrastructures essentielles, des vies sont sacrifiées et ce sont les enfants qui en payent le plus lourd tribut.

ONE estime que pas moins de 3,6 millions de décès pourraient être évités chaque année dans les pays les plus pauvres du monde – si des mesures étaient prises pour mettre fin à l'opacité qui permet à la corruption et à la criminalité de prospérer. Les revenus ainsi récupérés pourraient être investis dans les systèmes de santé. Bien que la corruption soit principalement le fait d'individus vivant dans des pays industrialisés comme dans des pays en développement, de mauvaises politiques peuvent faciliter la corruption. C'est pourquoi les changements politiques et réglementaires ont un rôle clé pour lutter contre ce phénomène. Les dirigeants du G20, qui se réuniront en novembre à Brisbane, en Australie, ont la possibilité d'aider à mettre fin au scandale à mille milliards de dollars. ONE les appelle à agir.

# Des transactions opaques qui coûtent des vies

Les pays les plus pauvres du monde sont privés d'au moins mille milliards de dollars (750 milliards d'euros) chaque année à cause de personnes corrompues qui profitent de l'opacité du système pour détourner des capitaux via le blanchiment d'argent, la fraude fiscale et le détournement de fonds.

La manipulation illégale du commerce transfrontalier est la principale cause de perte de ressources des pays pauvres. L'opacité qui permet à cette activité de prospérer pourrait aussi contribuer à dissimuler les flux financiers liés à la corruption et au détournement de fonds par les autorités gouvernementales, à la traite d'êtres humains, à la vente illégale d'armes et à la contrebande, selon les circonstances.

L'analyse de ONE démontre que l'adoption de mesures pour enrayer ce scandale à mille milliards de dollars pourrait dégager des revenus conséquents qui, s'ils étaient taxés, permettraient de générer entre 38,4 et 64,1 milliards de dollars (entre 27,62 et 46,1 milliards d'euros) par an selon une estimation très conservatrice pour 2011. Investis dans des systèmes de santé, ces revenus permettraient :

- d'éviter 3,6 millions de décès par an entre 2015 et 2025 dans les pays à faibles revenus ;
- d'éviter 4,3 millions de décès par an entre 2015 et 2025 dans les pays à revenus moyens-inférieurs, nous plaçant ainsi sur la bonne voie pour mettre un terme aux décès évitables d'enfants dans ces pays d'ici à 2030<sup>5</sup>.

De plus, l'éradication de la corruption en Afrique subsaharienne pourrait générer les fonds nécessaires pour :

- éduquer 10 millions d'enfants supplémentaires par an ;
- payer 500 000 instituteurs supplémentaires, de manière à assurer l'éducation de tous les enfants non scolarisés dans 16 pays africains<sup>6</sup> ;
- fournir des médicaments antirétroviraux (ARV) à plus de 11 millions de personnes vivant avec le VIH/sida, soit plus de 95% des patients éligibles à ce traitement<sup>7</sup> ;
- financer près de 165 millions de vaccins<sup>8</sup>.

## Pourquoi le G20 devrait-il s'en soucier ?

La présidence du G20 a placé la croissance économique parmi ses objectifs prioritaires<sup>9</sup>. Pourtant, cette croissance est entravée par la corruption dans tous les pays, qui accroît le coût des transactions commerciales, porte atteinte à la confiance publique, compromet l'état de droit, réduit les investissements et est source de gaspillage et d'inefficacité.

Améliorer la transparence et rendre publique davantage d'informations serait doublement bénéfique pour contribuer à la répression de la corruption et générer de nouvelles opportunités économiques pour la création d'emplois. Les informations publiques donneraient aux citoyens les moyens de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions de vie.

La corruption est sans doute la plus grande menace pour la croissance économique dans les pays en développement. Et pourtant, la vérité, aussi

déplaisante soit-elle, est que, bien trop souvent, l'argent détourné des budgets de ces États finit dans les pays du G20 et leurs territoires connexes, des paradis alpins aux îles ensoleillées, par le truchement de banques et de sociétés écrans basées entre autres à Londres, au Delaware ou encore à Hong Kong.

D'après les estimations de ONE, 20 mille milliards de dollars (15,1 mille milliards d'euros) d'actifs non déclarés sont détenus à l'étranger, dont 3,2 mille milliards de dollars (2,4 mille milliards d'euros) issus de pays en développement<sup>10</sup>.

## Les chiffres

**2,02 kMds\$**

La fraude fiscale, les transactions douteuses liées aux ressources naturelles et le blanchiment d'argent entraînent une perte annuelle de 972 milliards à 2,02 mille milliards de dollars pour les pays en développement (entre 732,1 milliards et 1,52 mille milliards d'euros).

**20 kMds\$**

Une grande partie de l'argent issu du scandale à mille milliards de dollars atterrit dans des paradis fiscaux. ONE estime ce montant à 20 mille milliards de dollars (15,1 mille milliards d'euros).

**3,2 kMds\$**

Dans ces paradis fiscaux, 3,2 mille milliards de dollars (2,4 mille milliards d'euros) d'actifs non déclarés sont estimés provenir de pays en développement.

## Vies sauvées



**3,6m**

Si les mille milliards de dollars étaient taxés et que ce revenu était investi dans des systèmes de santé, les sommes récupérées grâce à la fin du scandale à mille milliards de dollars permettraient :

d'éviter 3,6 millions de décès par an entre 2015 et 2025 dans les pays à faibles revenus ;



**4,3m**

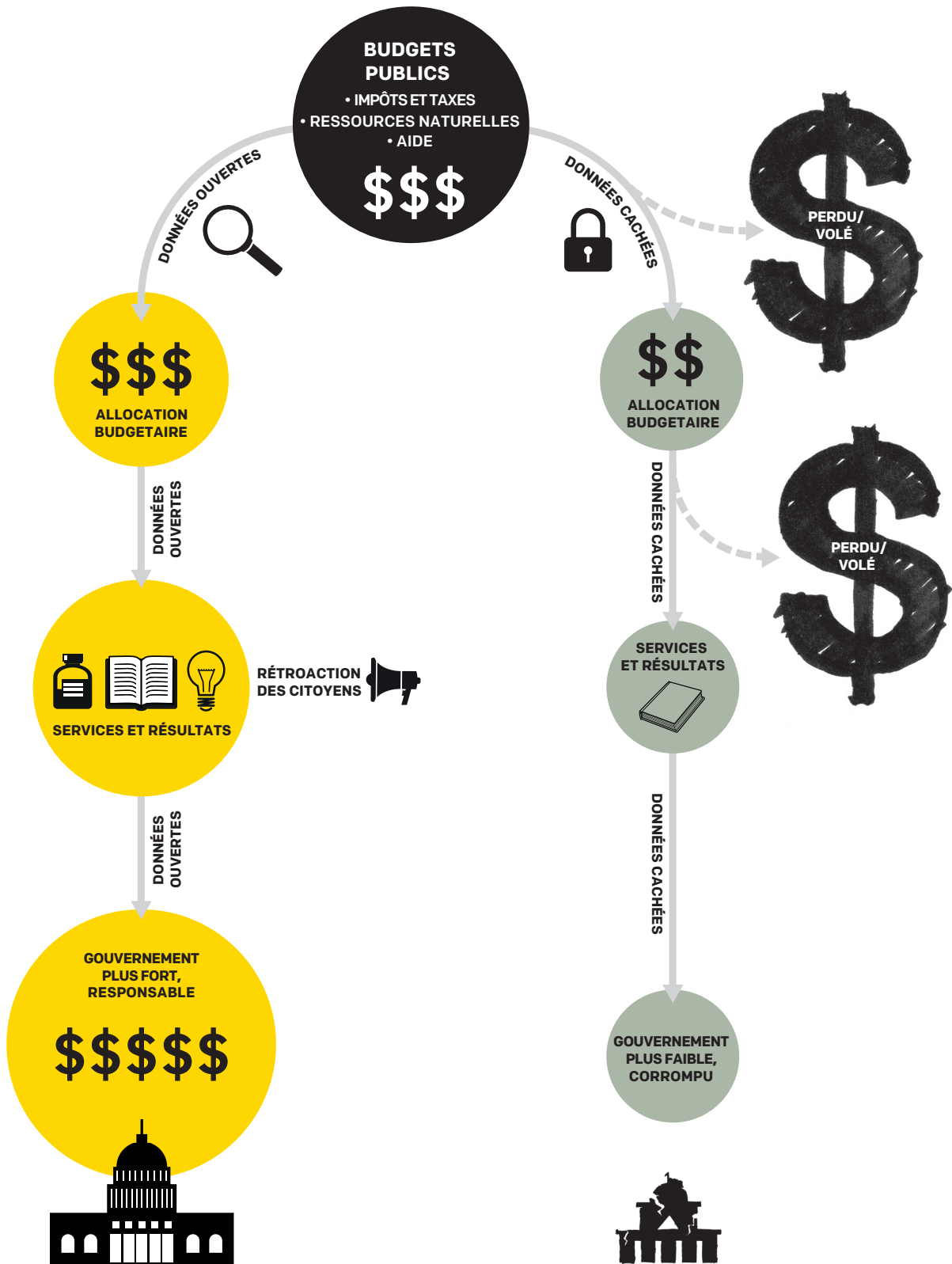
d'éviter 4,3 millions de décès par an entre 2015 et 2025 dans les pays à revenus moyens-inférieurs, les plaçant ainsi sur la bonne voie pour mettre un terme aux décès évitables d'enfants d'ici à 2030<sup>11</sup>.

## Croissance économique



**13 kMds\$**

Grâce aux opportunités économiques que cela engendrerait, l'ouverture des données pourrait générer 13 mille milliards de dollars (9,8 mille milliards d'euros) pour l'économie mondiale et contribuer à plus de la moitié de l'objectif de croissance du G20<sup>12</sup>.





# Vers plus de transparence

Les dirigeants du monde entier ont le pouvoir de prendre des mesures concrètes pour augmenter considérablement la transparence, réduire la corruption et dégager suffisamment de ressources pour contribuer à sauver des millions de vies, tout en donnant une nouvelle impulsion à la révolution axée sur l'ouverture des données, susceptible de créer de nouvelles opportunités économiques au niveau national comme à l'étranger.

**ONE exhorte les dirigeants du G20 à s'engager à prendre des mesures dans quatre domaines lors du sommet du G20 en Australie au mois de novembre :**



## 1. Levez le voile sur les sociétés écrans

Rendez publiques les informations sur les propriétaires réels des sociétés et des trusts afin d'empêcher l'utilisation de sociétés écrans et de structures juridiques similaires pour blanchir de l'argent et dissimuler l'identité de criminels et d'individus corrompus.



## 2. Publiez ce que vous payez

Introduisez une législation forte en matière de ressources naturelles afin que le pétrole, le gaz et les minerais présents dans le sous-sol des pays pauvres ne puissent plus être volés aux peuples qui vivent sur ces terres.



## 3. Sévissez contre la fraude fiscale

Instaurez un partage automatique des données fiscales, de sorte que les pays en développement disposent des informations requises pour percevoir les taxes qui leur sont dues.



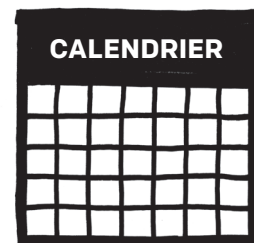
## 4. Soyez transparents : publiez les données gouvernementales

Les gouvernements devraient publier des informations en format « open data » afin que les citoyens puissent faire le suivi des flux financiers – des ressources aux résultats – et demander des comptes à leur gouvernement quant à l'investissement de ces ressources dans les services essentiels.

# Que représentent mille milliards de dollars ?



1 534 millions de journaux sont publiés chaque jour dans le monde. Il faudrait ainsi plus de **5 ans** pour imprimer mille milliards de journaux.



2 Il faudrait environ **31 709 années** pour compter jusqu'à mille milliards (à raison d'un chiffre par seconde).



4 Avec mille milliards de dollars, on pourrait acheter un café crème à **tous les habitants de la planète**, tous les jours, pendant un mois.

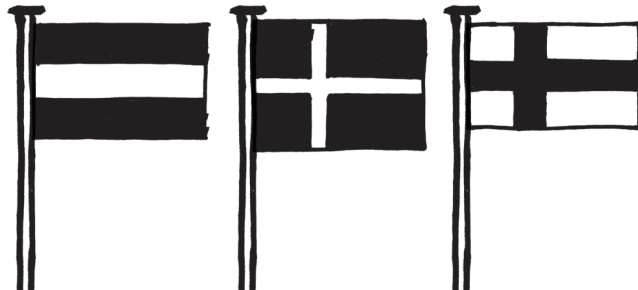


3 Une pile de mille milliards de billets d'un dollar serait haute de 109 220 km, soit **un tiers de la distance entre la Terre et la Lune**.

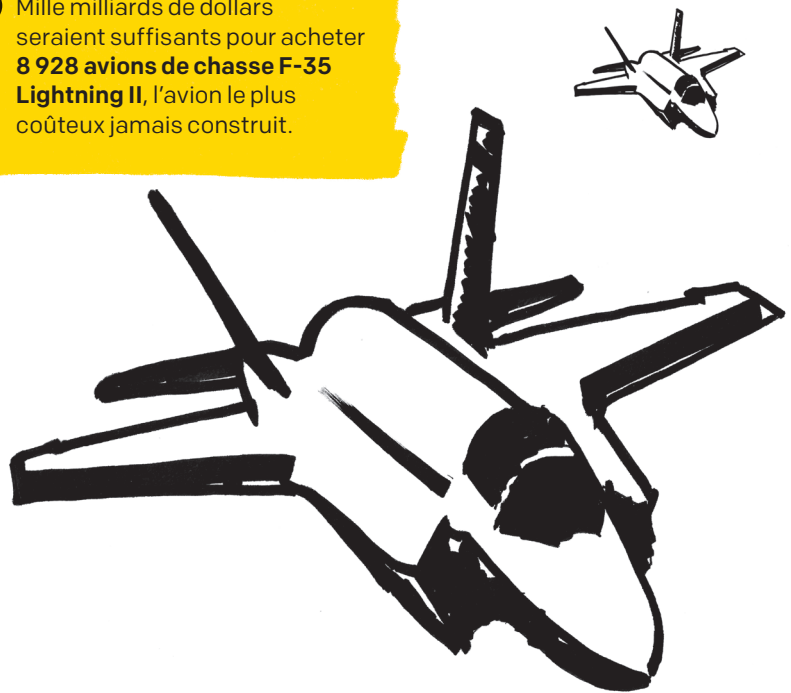


5 Mille milliards de billets d'un dollar, alignés les uns derrière les autres, s'étendraient sur 155 955 999 km, assez pour **atteindre le Soleil**.

6 Mille milliards de dollars sont équivalents aux revenus nationaux combinés de l'**Autriche**, du **Danemark** et de la **Finlande**.



7 Mille milliards de dollars seraient suffisants pour acheter **8 928 avions de chasse F-35 Lightning II**, l'avion le plus coûteux jamais construit.



8 Mille milliards de dollars représentent une somme supérieure aux bénéfices combinés des **86 plus grandes entreprises** au monde.



# Action 1 :

## Levez le voile sur les sociétés écrans

Les sociétés écrans, les trusts ainsi que des structures juridiques similaires permettent aux criminels de dissimuler de l'argent, d'escroquer les gouvernements et les contribuables et d'accaparer des sommes qui pourraient être affectées aux services de santé, à l'éducation ou à l'investissement dans des infrastructures vitales.

## 41,5 %

41,5 % des prestataires de services qui ont été abordés pour créer une société fantôme aux États-Unis n'ont demandé aucune forme d'identification, 2,5 fois plus que dans d'autres pays<sup>20</sup>.

Ces « sociétés fantômes » sont des outils cruciaux pour les blanchisseurs d'argent. Elles peuvent dissimuler les identités d'individus engagés dans des activités illégales comme le trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains, le détournement de fonds publics et la fraude fiscale.

Dans des dizaines de juridictions du monde entier, on peut créer une société fantôme avec moins d'informations qu'il n'en faut pour obtenir un permis de conduire ou ouvrir un compte bancaire. Parfaitement légales à l'heure actuelle, ces sociétés fantômes n'existent que sur papier et permettent à ceux qui les détiennent ou les contrôlent (les « bénéficiaires effectifs ») de garder leur identité secrète.

Les gouvernements, la justice, les autorités fiscales et les citoyens sont aujourd'hui confrontés à l'impossible tâche de récupérer plusieurs milliards de dollars en avoirs détournés. Leurs efforts sont sapés par la facilité avec laquelle des criminels peuvent créer des structures financières complexes, à plusieurs niveaux, permettant à une société écran d'être détenue par une autre société écran ou un trust, débouchant ainsi sur un écheveau quasi inextricable qui entrave même les tentatives d'application de la loi les plus tenaces.

### Que faire ?

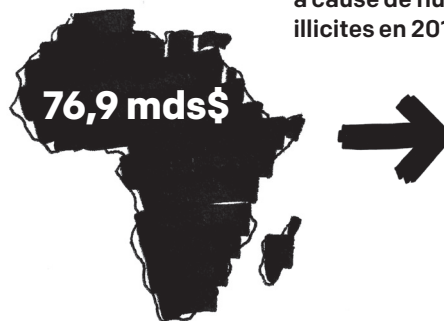
Pour mettre fin à l'opacité facilitant la corruption, chaque pays du G20 devrait s'engager à rendre publiques les informations sur les bénéficiaires effectifs de sociétés, de trusts et de structures juridiques similaires en format de données ouvertes. Cette mesure contribuerait, de façon peu coûteuse, à prévenir le détournement de milliards de dollars provenant des budgets de pays en développement.

Donner accès à ces informations permettrait de :

- **aider les citoyens et les journalistes à repérer les individus coupables de blanchiment d'argent et de fraude fiscale :** tout en fournissant des informations précieuses aux autorités judiciaires et policières des pays développés et en développement, l'accès à des informations publiques permettrait aux citoyens victimes de corruption d'identifier les auteurs de ces abus.
- **améliorer le recouvrement d'avoirs :** les autorités judiciaires disposeraient ainsi des informations dont elles ont besoin pour enquêter sur des cas de corruption, ce qui rendrait le recouvrement d'avoirs plus facile et moins onéreux.
- **promouvoir l'activité économique en permettant aux entrepreneurs de savoir à qui ils ont à faire :** les deux parties d'une transaction commerciale ont le droit de connaître l'identité de l'autre partie et d'ajuster les attentes et négociations commerciales en conséquence. L'anonymat nuit aux petites entreprises car les grandes sociétés sont plus susceptibles d'utiliser des structures juridiques complexes.

Les États membres du G20 devraient chacun adopter un plan d'action national pour améliorer la transparence des bénéficiaires effectifs. Ces plans d'action devraient inclure l'engagement de rendre l'information publique, c'est-à-dire de rendre l'information accessible à tous les citoyens via un site web. Ils devraient s'efforcer d'harmoniser la législation relative aux bénéficiaires effectifs dans leur juridiction, notamment les États organisés en système fédéral ou possédant des territoires ou des dépendances outre-mer.

D'importants progrès ont été réalisés ces dernières années. Ainsi, le G8 s'est engagé à adopter des plans d'action individuels sur les bénéficiaires effectifs et le Royaume-Uni ainsi que la France ont adopté les premières mesures pour rendre ces informations publiques. La transparence des bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts doit maintenant devenir une norme internationale.



Les pays africains ont perdu 76,9 milliards de dollars (55,3 milliards d'euros) à cause de flux financiers illicites en 2011<sup>19</sup>.

### Le rôle des sociétés écrans dans les scandales liés à la corruption

#### Palais fantôme

Jusqu'en septembre 2013, le domicile extravagant du président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, récemment renversé, était détenu pour un tiers par une société écran britannique et pour deux tiers par une banque autrichienne. L'identité du véritable propriétaire était dissimulés par plusieurs montages opaques<sup>13</sup>.

#### Revente de gisements pétroliers

En 2011, plusieurs filiales de Shell et Eni ont payé 1,1 milliard de dollars (790 millions d'euros) au gouvernement nigérian pour des réserves pétrolières offshore estimées à 9 milliards de barils. Le gouvernement a ensuite transféré exactement le même montant sur un compte attribué à « Malabu Oil & Gas », une société fantôme dont le propriétaire caché était Dan Etete, l'ancien ministre du pétrole au Nigéria. Dans le cas

Energy Venture Partners contre Malabu Oil & Gas, présenté à la Cour suprême du Royaume-Uni en juillet 2013, la juge, déclara : « Je conclus comme fait que, lors de sa création et à tout moment opportun, Dan Etete avait des intérêts bénéficiaires importants dans Malabu »<sup>14</sup>. L'examen de l'affaire par la chambre des représentants du Nigeria a de la même manière trouvé que Dan Etete possédait Malabu à 30 %. En 1998, pendant son mandat, Etete avait octroyé les droits de la concession pétrolière à Malabu Oil & Gas, une société sans employés ni actifs qu'il venait de créer quelques jours plus tôt. Cette somme de 1,1 milliard de dollars (790 millions d'euros) aurait pu être utilisée pour vacciner chaque enfant de moins de cinq ans dans le pays (29,7 millions d'enfants)<sup>15</sup>. Shell et Eni nient avoir fait des versements à Malabu Oil & Gas<sup>16</sup>.

#### Financement du terrorisme

Le Conseil de sécurité de l'ONU a incriminé des trusts dans divers actes terroristes, y compris les bombardements de 2008 à Bombay, en Inde, et des trafics d'armes en Afghanistan<sup>17</sup>.

# 70 %

70 % des 213 plus grandes affaires de corruption entre 1980 et 2010 impliquaient des sociétés écrans<sup>18</sup>.

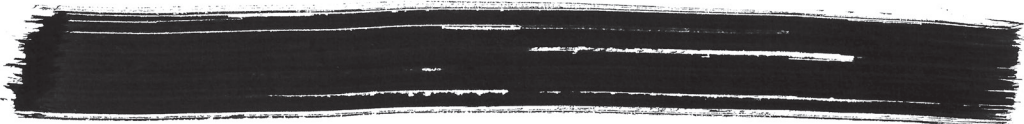
« Il est temps de lever le voile du secret derrière lequel trop d'entreprises se cachent. Chaque juridiction fiscale devrait être tenue de divulguer publiquement la structure de propriété effective complète des sociétés enregistrées ».

Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU<sup>21</sup>.



## Action 2 : **Publiez ce que vous payez**

Si elles sont exploitées et gérées de façon responsable, les ressources naturelles peuvent transformer la vie de millions de personnes. En Afrique, d'immenses gisements de pétrole, de gaz et de minerais génèrent des revenus considérables qui pourraient être alloués au développement – mais ils le sont trop rarement. Les exportations de ressources naturelles depuis l'Afrique ont quintuplé entre 2002 et 2012<sup>22</sup>. L'expansion de la demande, la hausse des prix des matières premières et la découverte de pétrole et de gaz dans plusieurs pays africains pourraient bien être la plus grande opportunité du continent.



### 1/3

**Un tiers du milliard de personnes les plus pauvres du monde vit dans des pays riches en ressources naturelles<sup>28</sup>.**

Or, si elles sont mal gérées, ces ressources risquent de devenir l'une des principales sources de problèmes du continent. Elles risquent d'aggraver les inégalités et d'augmenter le nombre de conflits. La corruption et une mauvaise gestion, favorisés par l'opacité des institutions, forment un obstacle majeur à la croissance économique et au développement durable en Afrique.

#### **Que faire ?**

Le mode de gestion des ressources naturelles déterminera si les citoyens ordinaires pourront profiter de leurs bénéfices. Sans informations publiques sur les paiements versés aux gouvernements pour l'exploitation des ressources naturelles, il est impossible pour les citoyens de demander des comptes à leurs dirigeants sur l'utilisation de ces revenus. Une plus grande transparence dans la gestion des revenus provenant des industries des ressources naturelles peut contribuer à garantir, via un contrôle accru, à ce que les fonds soient investis dans des secteurs propices à la croissance, comme les infrastructures, les services sociaux et le capital humain, qui sont des pierres angulaires de la croissance économique durable et du développement.

Heureusement, une norme internationale pour la transparence des ressources naturelles est en train d'émerger. Les gouvernements de

l'Union européenne, des États-Unis, du Canada et de Norvège se sont déjà engagés à adopter des règles de transparence contraignantes. Les entreprises chinoises semblent prêtes et déterminées à s'y conformer.

L'introduction rapide d'un système de comptabilité standardisé et obligatoire dans d'autres pays du G20 pourrait dégager des milliards de dollars qui pourraient être investis dans l'emploi, les infrastructures, les écoles et les hôpitaux. Le G20 devrait rehausser les normes mondiales de transparence en matière de ressources naturelles et progresser vers une norme de comptabilité commune obligatoire, à la fois pour les pays possédant d'importantes industries nationales liées aux ressources naturelles et pour les pays d'origine des grandes multinationales exploitant ces ressources.

Cette norme internationale devrait obliger les entreprises actives dans les ressources naturelles à rendre publiques les informations sur les paiements qu'elles effectuent aux gouvernements, pays par pays et projet par projet, pour tous les pays dans lesquels elles opèrent. Les informations devraient être publiées en format de données ouvertes, ce qui faciliterait la comparaison entre régions et pays. Un logiciel standard pourrait être utilisé pour réduire les coûts de conformité. Ce standard devrait être mis en œuvre dans tous les pays du G20.

## Le coût du secret

D'après l'ancien ministre du gouvernement nigérian, Obiageli Ezekwesili, le Nigeria a perdu plus de 400 milliards de dollars (311,2 milliards d'euros) à cause de « voleurs de pétrole » depuis l'indépendance du pays en 1960<sup>23</sup>.

L'argent perdu chaque année aurait permis :

- de vacciner les 29,7 millions d'enfants de moins de 5 ans au Nigeria, sauvant ainsi plus d'un million de vies ;
- de fournir une moustiquaire aux 168 millions de Nigériens pour lutter contre le paludisme ;
- de donner accès à des médicaments antirétroviraux vitaux aux 3,2 millions de Nigériens séropositifs, et ;
- de recruter plus de 494 000 instituteurs supplémentaires, ce qui entraînerait une augmentation de 85 % du personnel enseignant au Nigeria<sup>24</sup>.

## Les avantages de la transparence

D'après le gouvernement nigérian, cette transparence accrue a permis de récupérer un montant total de 2 milliards de dollars (1,65 milliard d'euros) entre 1998 et 2008<sup>25</sup>. Un audit de 2009 a, à lui seul, révélé d'importants écarts, entre les revenus collectés par le gouvernement et ceux qu'il aurait pu collecter : plus de 800 millions de dollars (574,48 millions d'euros), dont le gouvernement a pu récupérer une grande partie<sup>26</sup>. Entre 1999 et 2005, la part des recettes publiques liées aux ressources naturelles est passée de 63 % à 75 % sans modification du régime fiscal. En 2008, le ministre des finances Ngozi Okonjo-Iweala a déclaré que la transparence des revenus avait amélioré la notation de crédit du Nigeria et entraîné une augmentation substantielle des investissements directs étrangers (IDE), de l'ordre de quelques 6 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) par an dans le secteur pétrolier et de 3 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) par an dans le secteur non pétrolier<sup>27</sup>. Toutefois, étant donné les allégations de corruption constantes au Nigeria, la transparence doit encore être considérablement améliorée.

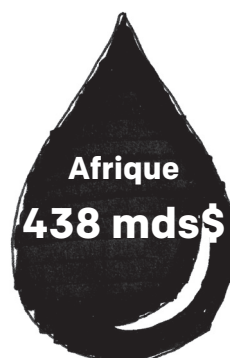
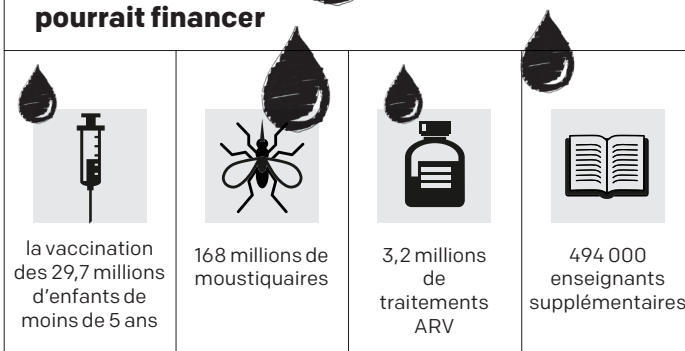
« Chaque dollar qu'un fonctionnaire ou qu'un homme d'affaires corrompu met dans sa poche est un dollar volé à une femme enceinte qui a besoin de soins de santé ; ou à une fille ou un garçon qui mérite d'être scolarisé ; ou à des communautés en pénurie d'eau, de routes et d'écoles. Chaque dollar est crucial si nous voulons atteindre nos objectifs, mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et stimuler le partage de la prospérité ».

Jim Yong Kim,  
Président  
de la Banque  
mondiale<sup>32</sup>.

## L'argent dérobé chaque année par les voleurs de pétrole au Nigeria



### pourrait financer



En 2012, la valeur des exportations de pétrole et de minerais en provenance d'Afrique atteignait 438 milliards de dollars (340,8 milliards d'euros), soit près de neuf fois la valeur des exportations agricoles (57 milliards de dollars, soit 44,3 milliards d'euros) et plus de huit fois la valeur de l'aide internationale (45,3 milliards de dollars, soit 35,2 milliards d'euros)<sup>29</sup>.

À elles seules, les réserves pétrolières actuelles de l'Ouganda pourraient générer plus de 2 milliards de dollars (1,5 milliard d'euros) de revenus annuels pendant plus de 20 ans<sup>30</sup>. Le budget national ougandais s'élève à 3 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros), dont 1,7 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) provenant de l'aide internationale<sup>31</sup>.

# Action 3 :

## Sévissez contre la fraude fiscale



La fiscalité est le système qui permet à tous les pays, riches ou pauvres, de payer les écoles, les hôpitaux et les infrastructures essentielles. Mais la collecte des recettes est une activité difficile et coûteuse – et le manque d'accès à l'information rend la tâche encore plus fastidieuse pour les agents fiscaux dans le monde entier.



**Les flux illicites peuvent coûter au gouvernement tanzanien jusqu'à 300 millions de dollars (233,4 millions d'euros) par an en perte de revenus<sup>39</sup>.**

En Afrique subsaharienne, les dépenses gouvernementales sont passées de 136 milliards de dollars (109,5 milliards d'euros) en 2004 à 376 milliards de dollars (292,5 milliards d'euros) en 2012<sup>33</sup> et pourtant, dans de nombreux pays, cette somme est insuffisante pour assurer des soins de santé et une éducation adéquats. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le montant moyen des impôts perçus en pourcentage du PIB est nettement inférieur au reste du monde. La mise en œuvre d'efforts visant à améliorer la perception des impôts pourrait générer les ressources requises. Ainsi, 34,1% du PIB des pays riches provenaient de leurs impôts en 2011<sup>34</sup>. Dans les pays à faibles revenus, en revanche, les impôts ne représentent en moyenne que 13 % du PIB. Non pas parce que leurs taux d'imposition sont plus bas, mais surtout parce que de nombreux individus et entreprises dans des pays en développement évitent les impôts, soit illégalement soit par des manipulations complexes de leurs comptes, qui leur permettent de transférer leurs bénéfices vers d'autres parties du monde.

L'opacité financière permet de cacher des actifs qui seraient normalement soumis à des taxes. La fraude fiscale est l'une des principales raisons de la manipulation des prix de transfert, qui falsifie la valeur des importations ou exportations. Cette manipulation du commerce transfrontalier a entraîné la majeure partie de l'énorme perte de 946,7 milliards de dollars (680,7 milliards d'euros) subie par les pays en développement en raison des flux financiers illicites en 2011<sup>35</sup>. Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, les investissements directs

étrangers (IDE) dans les économies en développement représentaient 703 milliards de dollars (546,9 milliards d'euros) en 2012<sup>36</sup>. Ces pertes empêchent les pays en développement de disposer des fonds requis pour leurs besoins fondamentaux en termes de santé et d'infrastructure, ce qui les oblige à combler partiellement cette lacune avec l'aide internationale des gouvernements donateurs et les prêts octroyés par des institutions financières internationales.

### L'analyse de ONE révèle toute l'ampleur du problème. En 2013 :

- 20 mille milliards de dollars (15,06 mille milliards d'euros) d'actifs non déclarés étaient détenus dans des paradis fiscaux offshore ;
- 3,2 mille milliards de dollars (2,4 mille milliards d'euros) provenaient de pays en développement ;
- Si les revenus de ces fonds étaient taxés au taux marginal supérieur actuel pour chaque pays, ils pourraient engendrer des recettes de 19,5 milliards de dollars (14,7 milliards d'euros) par an, que les pays pourraient affecter à leur propre développement<sup>37</sup>.

### Que faire ?

Les pays en développement souffrent d'un manque d'accès aux informations relatives à la fraude fiscale. L'accès à des informations sur les comptes ouverts à l'étranger par leurs résidents et citoyens (via un système appelé



« l'échange automatique d'informations » : automatic information exchange, AIE) aiderait les agents fiscaux à déceler rapidement les cas particulièrement risqués et à prendre des mesures pour récupérer rapidement et efficacement les taxes fraudées.

Si de nombreux pays en développement doivent encore acquérir les capacités et les technologies requises pour analyser toutes les informations qui seraient générées par le système AIE, ils pourraient l'utiliser pour lancer des contrôles ponctuels et ainsi dissuader fortement les potentiels fraudeurs fiscaux. Tout en établissant les systèmes nécessaires au partage de telles informations avec d'autres pays, ils ne devraient pas être entravés dans l'obtention des informations critiques qui leur permettraient d'améliorer la collecte et le recouvrement des impôts<sup>41</sup>. Le G20 a d'ores et déjà soutenu le principe de l'AIE. Tous les pays du G20 devraient établir un véritable système multilatéral, au plus tard d'ici 2017. Ils devraient également s'assurer que les pays en développement puissent en tirer parti, en leur fournissant des informations, tout en leur accordant une exemption provisoire s'ils n'ont pas encore les capacités techniques d'échanger des informations avec d'autres.

Par ailleurs, les entreprises devraient être obligées de rendre publiques leurs principales informations financières dans chaque pays où elles sont actives. Cela aiderait les agents fiscaux à repérer les cas dans lesquels le commerce international est utilisé pour transférer des fonds hors d'un pays. La comptabilité pays par pays (norme recommandée par le G8 en 2013), déjà en place pour les banques basées dans l'Union européenne, serait un outil de gestion des risques qui permettrait aux agents fiscaux d'identifier les entreprises à examiner en priorité<sup>42</sup>.

### **Zambie : une fraude fiscale présumée pourrait avoir coûté plusieurs millions**

En Zambie, un rapport d'audit ayant fait l'objet d'une fuite donnait à entendre que Mopani Copper Mines ne se serait pas acquitté de plusieurs dizaines de millions de dollars d'impôts locaux<sup>43</sup>. Ce rapport soulignait une augmentation « inexplicable » des coûts de Mopani entre 2006 et 2008, qui lui avait permis de minimiser ses bénéfices déclarés et de réduire le montant de ses impôts<sup>44</sup>. Les commissaires aux comptes ont avancé des

**« C'est seulement quand nous commencerons concrètement à échanger des informations via un système automatique que nous améliorerons vraiment l'aptitude de nos percepteurs d'impôts à faire en sorte que les personnes et les entreprises paient ce qu'elles doivent ».**

**David Cameron,  
Premier ministre  
du Royaume-Uni<sup>47</sup>.**

**3,2 kMds\$** cachés dans des paradis fiscaux proviennent de pays en développement. Si ces montants étaient taxés, ils pourraient générer 19,5 mds\$ pour le développement.



**Cinq pays africains (le Ghana, le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda) ont perdu près de 15 milliards de dollars (11,9 milliards d'euros) de revenus fiscaux entre 2002 et 2011, soit 10 % du total des recettes publiques, essentiellement à cause de falsifications des prix<sup>40</sup>.**

preuves suggérant que les prix déclarés pour le cuivre ne correspondaient pas aux prix du marché. Glencore, qui détenait à l'époque 73,1 % de Mopani, n'a cessé de nier ces allégations<sup>45</sup>.\*

### **Tanzanie : des mesures concrètes améliorent la perception des impôts**

En Tanzanie, dans le cadre d'une Commission présidentielle sur la fiscalité et les dépenses (1989), le gouvernement a engagé d'importantes réformes fiscales. Il a simplifié les taxes (ce qui a contribué à réduire la fraude fiscale), établi un bureau des recettes et instauré une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée. Le pays a pris quelques mesures simples et pratiques pour optimiser le service : mise en œuvre d'un numéro d'identification des contribuables afin de suivre leurs transactions, installation d'un système informatique, et établissement d'un département « Large Taxpayers' Department » qui a permis d'accroître le nombre de contribuables aisés. Ainsi, entre 1996 et 2008, les revenus fiscaux ont augmenté selon un taux annuel moyen de 15,7 %<sup>46</sup>.

## 50 %

**Si le Malawi sévissait contre la fraude fiscale, les recettes gouvernementales augmenteraient de 50 %, soit environ l'équivalent de l'aide internationale reçue par le pays (11,7 % du PIB)<sup>58</sup>.**

## Action 4:



# Soyez transparents : publiez les données gouvernementales

Les données sont des ressources précieuses. Elles nous aident à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Les données financières permettant de suivre les flux d'argent à l'entrée et à la sortie des caisses des États (revenus et dépenses) – en corrélation avec les données relatives à la prestation de services (comme le nombre d'hôpitaux et d'instituteurs) et aux résultats (taux d'achèvement de l'école primaire) – sont cruciales pour les prises de décisions et l'élaboration de politiques publiques avisées. Si la collecte et l'utilisation de données privées par des entreprises et des gouvernements prêtent à controverse, l'ouverture des données sur les activités des gouvernements renforce véritablement le pouvoir des citoyens. Elles leur fournissent des informations qui leur permettent de demander à leur gouvernement de rendre des comptes quant à l'utilisation des ressources publiques.

### 3 kMds\$

« Si la corruption était une industrie, elle occuperait la troisième place mondiale avec plus de 3 mille milliards de dollars (2,3 mille milliards d'euros), soit 5 % du PIB mondial. » - B20<sup>50</sup>.

Les données ouvertes (« open data ») sont des informations gratuitement accessibles à tous, pour tout usage<sup>48</sup>. Elles doivent être précises, complètes et fournies en temps opportun.

Toute redevabilité est impossible sans cette transparence, qui aide les citoyens à suivre les flux financiers et les gouvernements à améliorer la qualité des prises de décisions ainsi qu'à trouver des solutions innovantes aux problèmes sociétaux.

Jamais auparavant les citoyens n'ont eu autant de moyens pour suivre les flux financiers. En 2013, l'Afrique avait 253 millions d'abonnés mobiles : c'est la région où le taux de pénétration mobile croît le plus vite. De nouvelles plateformes en ligne et mobiles améliorent l'accessibilité et la compréhension des données disponibles et permettent la mise en place d'un système de retour d'expériences, donnant aux citoyens les moyens de valider les données du point de vue de leur propre communauté. Pourtant, dans la plupart des pays africains, les données concernant le budget et d'autres domaines sensibles sont malheureusement insuffisantes et opaques<sup>49</sup>.

Les données ouvertes ne posent pas uniquement la question de la responsabilité. C'est un outil polyvalent pour les gouvernements modernes, qui peut aussi être utilisé pour améliorer les services publics, accroître l'efficacité, stimuler la croissance économique et créer des emplois.

### Que faire ?

Pour exploiter ce potentiel, les gouvernements doivent s'engager à publier des informations selon des formats et des standards de données ouvertes qui soient faciles à consulter, analyser, partager, comparer et combiner entre pays et au travers du flux de ressources publiques.

En 2013, les membres du G8 ont signé la Charte pour les données ouvertes (« Open Data Charter ») et se sont ainsi engagés à diffuser des données ouvertes de bonne qualité, à jour, complètes et exactes, établissant ainsi un principe d'ouverture par défaut des données publiques. Cette charte

« La transparence est la clé. Sans transparence, nul ne peut être tenu responsable ».

Aung San Suu Kyi, présidente et secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie, Birmanie<sup>54</sup>.

indique clairement que les données ouvertes permettent aux citoyens d'optimiser les services publics en « montrant comment et à quelles fins les fonds publics sont dépensés » et en « donnant aux individus les moyens de faire des choix mieux éclairés à propos des services qu'ils reçoivent ainsi que des normes de qualité qu'ils sont en droit d'attendre ». L'ouverture des données pourrait générer des avantages considérables au-delà du G8 pour l'économie mondiale et pour la société. Tous les pays du G20 devraient adopter la Charte pour les données ouvertes, s'engager à appliquer ses principes et faire de cette ouverture le fil conducteur de leur programme.

Pour permettre aux citoyens d'utiliser ces données, les gouvernements devraient s'assurer que la société civile dispose de l'espace et de la capacité politiques requis. En donnant l'exemple et en établissant des normes mondiales pour l'ouverture des données, le G20 produirait des informations que les entreprises, gouvernements et citoyens pourraient utiliser afin de prendre de meilleures décisions sur la façon d'investir leurs ressources.

### SMS for Life

SMS for Life, un projet public-privé, a été testé par Novartis et Roll Back Malaria dans trois districts ruraux de Tanzanie en 2009 et 2010. Son objectif était d'améliorer l'accès aux médicaments contre le paludisme en éliminant les ruptures de stock de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (ACT). À l'aide de téléphones portables – une technologie simple et largement accessible – les équipes de gestion des districts ont reçu des rapports hebdomadaires sur les niveaux d'approvisionnement dans les établissements de santé en milieu rural. Accroître la transparence a permis une gestion plus efficace des stocks avec, à la clé, des résultats tangibles pour les patients. Lors du lancement du programme, 26 % des établissements de santé dans les trois districts pilotes n'avaient pas d'ACT en stock, tandis qu'à la fin de ce programme, 99 % avaient au moins un ACT dans leur inventaire. Dans l'un des districts, il n'y a plus de ruptures de stocks dès le deuxième mois du projet pilote. Au début de ce

« Nous disposons d'outils dont les générations précédentes n'auraient même pas pu rêver... La technologie offre des solutions pratiques pour réaliser des choses qui étaient auparavant excessivement coûteuses et facilite la connexion des citoyens entre eux et avec leurs dirigeants ».

Hillary Rodham Clinton, ancienne secrétaire d'Etat des Etats-Unis<sup>55</sup>.

projet, 264 000 personnes avaient accès aux ACT dans ces districts. À sa clôture, leur nombre est passé à 888 000. SMS for Life a été déployé à l'échelle nationale en Tanzanie en 2011, avec une nouvelle expansion prévue pour d'autres pays<sup>52</sup>.

### Les citoyens suivent les flux financiers, du budget à la salle de classe

Dans les années 1990, les organisations de la société civile en Ouganda ont constaté que, malgré d'importantes augmentations des budgets alloués aux écoles primaires, le taux de scolarisation stagnait. Après s'être penchées sur le sujet, elles ont découvert que les écoles primaires n'en percevaient que 13 %. 87 % étaient détournés ou utilisés par des fonctionnaires du district à des fins sans relation aucune avec l'éducation<sup>53</sup>. Des citoyens ont réagi, et les transferts du gouvernement central vers les districts ont été publiés dans les médias. La diffusion d'informations sur les transferts de fonds dans les écoles et les bureaux de districts est devenue obligatoire et les comités scolaires ont reçu une formation sur la façon d'utiliser ces données pour demander aux autorités de rendre des comptes sur la perception et l'utilisation des fonds. Quatre ans plus tard, les écoles recevaient plus de 90 % des fonds qui leur étaient alloués - un changement spectaculaire rendu possible grâce à la transparence et à d'autres réformes.

# 13kMds\$

Grâce aux opportunités économiques engendrées, les données ouvertes pourraient apporter 13 mille milliards de dollars (9,8 mille milliards d'euros) à l'économie mondiale d'ici 2019 et contribuer à plus de la moitié de l'objectif de croissance du G20<sup>51</sup>.

# Mettre fin au scandale à mille milliards de dollars

Le scandale à mille milliards de dollars prive les pays en développement des ressources nécessaires pour sauver la vie de millions d'individus.

Les leaders du G20 peuvent contribuer à mettre fin au scandale à mille milliards de dollars grâce à des mesures simples et peu coûteuses qui seront aussi bénéfiques pour leurs propres pays, car elles les aideront à récupérer des revenus provenant d'auteurs de fraude fiscale et créeront de nouvelles opportunités économiques.

**ONE demande aux dirigeants du G20 de prendre des mesures concrètes dans quatre domaines :**

## **1. LES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS**

- Le G20 devrait s'engager à rendre publiques les informations sur les bénéficiaires effectifs de sociétés, de trusts et de structures juridiques similaires dans un format de données ouvertes. Ses États membres devraient chacun adopter des plans d'action au niveau national et harmoniser cette législation au sein de leurs juridictions, plus particulièrement s'ils ont des territoires ou dépendances outre-mer ou des systèmes fédéraux.

## **2. LA TRANSPARENCE DES RESSOURCES NATURELLES**

- Le G20 devrait renforcer les normes mondiales de transparence en matière de ressources naturelles et progresser vers un standard international de comptabilité contraignante exigeant des sociétés d'exploitation de ressources naturelles qu'elles rendent publiques les informations financières liées à leurs activités dans chaque pays où elles sont présentes, y compris les paiements qu'elles versent aux gouvernements, projet par projet et pays par pays. Ces données devraient être publiées sous format de données ouvertes. Les pays du G20 devraient s'engager à appliquer cette norme dans leurs propres juridictions.

## **3. LA TRANSPARENCE FISCALE**

- Le G20 devrait s'engager à permettre à tout pays, y compris ceux à faibles revenus, de participer au système d'échange automatique d'informations fiscales. Dans un premier temps, l'incapacité de certains pays à fournir les informations fiscales de manière automatique ne devrait pas être un obstacle et le G20 devrait leur permettre d'avoir accès aux informations fournies par les autres pays.
- Le G20 devrait s'engager à faire de la comptabilité pays par pays un standard international. Cela obligerait les entreprises à publier ouvertement des informations cruciales telles que le nombre d'employés, le chiffre d'affaire, les bénéfices, les ventes, les actifs physiques, les charges fiscales et les paiements effectués aux gouvernements de tous les pays où elles génèrent un revenu ou possèdent une entité juridique. Ces informations devraient être publiées sous un format de données ouvertes. La mise en place de cette norme était l'un des engagements pris par le G8 en 2013. L'Union européenne exige déjà des banques qu'elles fassent ce type de déclaration et l'OCDE en a récemment fait une action prioritaire du groupe de travail sur le développement (« Development Working Group ») du G20.

## **4. LA TRANSPARENCE DES DONNÉES**

- Le G20 devrait adopter la Charte pour les données ouvertes et appliquer ses principes, faire de cette ouverture le fil conducteur de son programme et soutenir les efforts déployés afin d'accroître la capacité et l'espace dont dispose la société civile pour réclamer et utiliser ces informations.

# Glossaire

**Avoirs volés ou détournés** : confiscation, contrôle, utilisation ou transfert illégal de fonds publics par des fonctionnaires ou des personnalités politiques en vue d'un enrichissement personnel.

**Bénéficiaire effectif** : terme juridique désignant une personne qui détient ou contrôle une société, un trust ou une structure juridique similaire.

**Blanchiment d'argent** : transactions financières à travers lesquelles des criminels tentent de déguiser les recettes et les sources de leurs activités illicites en les transformant en argent ou autres actifs en apparence légitimes.

**Corruption** : abus d'un pouvoir octroyé en vue d'un enrichissement personnel.

**Données ouvertes (« open data »)** : informations disponibles publiquement pour tous, gratuitement et à toutes fins.

**Manipulation des prix de transfert** : fait de falsifier les prix ou la quantité des importations ou des exportations afin de transférer des capitaux vers d'autres juridictions. Elle peut être motivée par l'intention d'éviter le paiement des taxes, d'éviter des droits de douane, de transférer un pot-de-vin, de blanchir de l'argent, etc. Quand elle se manifeste dans un cadre transfrontalier mais au sein d'une multinationale, on parle souvent de prix de transfert abusifs.

**Flux financiers illicites** : mouvement transfrontalier de fonds acquis, transférés ou utilisés de façon illégale<sup>56</sup>.

**Fraude fiscale** : implique des personnes ou des sociétés dissimulant de façon délibérée leur patrimoine et leur revenu afin de contourner le paiement des impôts et taxes dus. Cette pratique est illégale et passible de sanctions pénales ou civiles.

**Paradis fiscal ou offshore** : pays ou juridiction offrant le secret bancaire ou financier, ou fournissant des services financiers à des non-résidents à une échelle sans commune mesure avec l'ampleur et le financement de son économie nationale.

**Recouvrement d'avoirs** : désigne les efforts déployés pour récupérer les recettes issues de pratiques de corruption par des fonctionnaires. Le recouvrement d'avoirs à l'échelon international inclut de nombreux processus tels que le repérage, le gel, la confiscation et le rapatriement de recettes situées dans des juridictions étrangères.

**Sociétés écrans** : désigne toute société ou trust dont la structure de propriété opaque rend difficile voire impossible l'identification du ou des bénéficiaires effectifs. Elles sont généralement utilisées par des entités corrompues afin de blanchir ou dissimuler des fonds.

# Méthodologie

La corruption est l'abus d'un pouvoir octroyé en vue d'un enrichissement personnel. Elle affecte tous ceux qui dépendent de l'intégrité des personnes en position d'autorité<sup>57</sup>.

L'estimation des coûts inhérents à la corruption est une tâche difficile en soi, étant donné leur nature secrète. Par conséquent, peu d'études ont tenté de quantifier l'ampleur du problème. Les études existantes n'analysent donc soit qu'un sous-ensemble de la corruption (comme les pots-de-vin), soit elles incluent des éléments ne correspondant pas parfaitement à la définition de la corruption (comme le trafic de drogue). Une exception notable réside dans l'estimation des flux financiers illicites, qui ont suscité une attention significative ces dernières années<sup>58</sup>.

L'objectif de cette étude est de fournir une estimation indicative – et non définitive – de l'ampleur de la corruption, de ses impacts et de ce qui pourrait être réalisé si elle était endiguée. Vu les défis inhérents à la quantification de la corruption, les résultats présentés dans cette étude s'appuient sur un grand nombre d'hypothèses (ampleur des flux financiers illicites, blanchiment d'argent, corruption, décisions d'investissement...) dont la validité doit encore être testée, d'où un certain nombre de questions de recherche à explorer par la suite.

## Méthodologie de calcul des mille milliards de dollars

Compte-tenu des difficultés liées à l'estimation des coûts de la corruption, nous avons étudié ses répercussions à travers trois approches différentes qui se recoupent et, d'après nous, corroborent nos résultats.

1. La première approche renvoie au travail du groupe de recherche et de plaidoyer à but non lucratif « Global Financial Integrity » (GFI) sur l'ampleur des flux financiers illicites. Ces transferts transfrontaliers se manifestent sous trois formes : (1) recettes de la corruption et de détournements par des fonctionnaires (environ 5 % de tous les flux financiers illicites à l'échelle mondiale) ; (2) activités criminelles, y compris le trafic de drogues, le trafic d'êtres humains, la vente illégale d'armes, la contrebande, etc. (30-35 %) ; et (3) falsification des tarifs commerciaux et fraude fiscale (60-65 %)<sup>59</sup>. Ces chiffres ne représentent pas les revenus perdus pour les pays africains mais plutôt le montant des capitaux qui échappent à leurs économies de façon illicite. GFI estime qu'en 2011, 947 milliards de dollars (680,9 milliards d'euros) de capitaux ont été perdus pour les pays en développement sous la forme de flux financiers illicites<sup>60</sup>.
2. La deuxième implique la mise à jour des estimations effectuées par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), pour lequel l'ampleur du blanchiment d'argent à l'échelle mondiale se situe entre 2,1 % et 4 % du PIB mondial<sup>61</sup>. Cette estimation s'inscrit dans le « champ consensuel » souvent cité du Fonds monétaire international, qui attribue une valeur de 2 à 5 % du PIB mondial au blanchiment d'argent<sup>62</sup>. Ainsi, le blanchiment à l'échelle mondiale était estimé entre 1,91 et 3,64 mille milliards de dollars (1,43 – 2,71 mille milliards d'euros) en 2014<sup>63</sup>. L'ONUDD suggère que « toutes les recettes criminelles semblent généralement plus élevées dans les pays en développement et tendent à être blanchies plus souvent à l'étranger »<sup>64</sup>. Nous avons estimé la part de cette estimation susceptible d'être liée aux pays en développement sur la base de statistiques du FMI, concernant la proportion du PIB mondial (parité du pouvoir d'achat) provenant de pays en développement et émergents (50,8 %)<sup>65</sup>. Ce ratio nous a permis de calculer l'ampleur probable de l'estimation de l'ONUDD concernant le blanchiment d'argent en provenance d'économies en développement et émergentes en 2014. Nous avons conclu que le blanchiment d'argent lié aux pays émergents et en développement en 2014 devrait se situer entre 972 milliards et 1,853 mille milliards de dollars (entre 732,11 milliards et 1,39 mille milliards d'euros).
3. La dernière approche se base sur un regroupement de plusieurs méthodologies. Les pays en développement perdent chaque année quelques 100-160 milliards de dollars (68,4 -109,4 milliards d'euros)<sup>66</sup> en revenus fiscaux à cause des falsifications de prix et quelques 250 milliards de dollars (201,3 milliards d'euros) à cause de la fraude

fiscale<sup>67</sup>. Le coût global du blanchiment d'argent en 2014 est estimé à 1,91 - 3,64 mille milliards de dollars (1,43 - 2,74 mille milliards d'euros). Le coût mondial de la corruption se situe entre 600 milliards et 1,7 mille milliards de dollars (entre 483 milliards et 1,4 mille milliards d'euros)<sup>68</sup>. Nous utilisons une estimation très prudente des coûts du blanchiment d'argent et de la corruption encourus par les pays en développement (un tiers du total mondial). Dans ce scénario, le coût du blanchiment d'argent pour les pays en développement se situe entre 630 milliards et 1,2 mille milliards de dollars (entre 474,5 et 903,8 milliards d'euros), et le coût de la corruption pour les pays en développement, entre 200 milliards et 560 milliards de dollars (entre 150,64 et 421,79 milliards d'euros). Bien qu'il puisse y avoir des chevauchements entre ces estimations, notre recours à des hypothèses très prudentes nous rend plus susceptibles de sous-estimer plutôt que de surestimer le coût de la corruption. Si nous agrégeons la plage basse, le total s'élève à 1,18 mille milliards de dollars (888,77 milliards d'euros). L'application d'hypothèses moins prudentes sur la part de corruption et de blanchiment d'argent liée aux pays en développement (deux tiers) – tout en maintenant les estimations mondiales dans une plage basse – pourrait donner un total de 2,02 mille milliards de dollars (1,52 mille milliards d'euros).

### **Méthodologie du calcul de l'impact des flux financiers illicites sur la mortalité**

La Commission Lancet sur l'investissement dans la santé a analysé divers problèmes de santé afin d'estimer les montants nécessaires pour réduire les taux de mortalité dus aux infections et aux troubles de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile dans les pays à taux de mortalité élevé, et ramener ces taux à un niveau universellement bas. Les objectifs 2035 de l'analyse de la Commission Lancet sont les taux rencontrés aujourd'hui dans les pays à hautes performances et revenus intermédiaires (Chili, Cuba, Costa Rica et Chine). Les pays à faibles revenus tels que le Rwanda démontrent que des investissements ciblés dans les systèmes de santé peuvent donner des résultats spectaculaires (diminution de 67 % de la mortalité des moins de 5 ans entre 2000 et 2010)<sup>69</sup>.

La Commission Lancet estime qu'un surcroît de 23 milliards de dollars (17,32 milliards d'euros) par an de 2016 à 2025, et de 27 milliards de dollars (20,34 milliards d'euros) par an de 2026 à 2035 parmi 34 pays à faibles revenus permettrait d'éviter quelques 3,6 millions de décès par an entre 2016 et 2025, et 7,4 millions de décès en 2035 par rapport à la référence de 2011 (ce qui représenterait environ 24 dollars [18€] par personne en 2035)<sup>70</sup>.

Réparti dans 48 pays à revenus moyens-inférieurs, un investissement de quelques 38 milliards de dollars (28,62 milliards d'euros) par an entre 2016 et 2025 et d'environ 53 milliards de dollars (39,92 milliards d'euros) par an entre 2026 et 2035 permettrait d'éviter environ 4,3 millions de décès par an entre 2016 et 2025 et 7,5 millions de décès en 2035 par rapport à la référence de 2011 (ce qui représenterait environ 20 dollars [15€] par personne en 2035)<sup>71</sup>.

Les investissements dans les systèmes de santé sont susceptibles d'engendrer encore d'autres effets positifs.

ONE a examiné le recouvrement de recettes d'un élément du scandale à mille milliards de dollars. Global Financial Integrity estimait l'ampleur des flux financiers illicites en provenance de pays en développement à 947 milliards de dollars (713,28 milliards d'euros) en 2011<sup>72</sup>. En supposant que ce capital ne soit pas intégralement générateur de bénéfices, nous avons formulé trois scénarios, à savoir des taux de profit de 30 %, 50 % et 60 %. Comme 60-65 % de ce capital implique une falsification des prix du commerce international - dont une grande partie pourrait être motivée par les taux d'imposition sur le bénéfice plus bas dans d'autres juridictions - nous considérons ces scénarios comme étant prudents. En supposant que ce bénéfice serait imposé au taux marginal pour chaque pays, nous avons utilisé les taux d'impositions du rapport « Paying Taxes » 2014 de PwC pour estimer l'ampleur des pertes fiscales. Nous reconnaissons les hypothèses existantes et le fait que des exonérations ou allègements fiscaux, des tarifs douaniers et d'autres nuances dans la législation fiscale peuvent entraîner une non-applicabilité du taux global. En dépit de cette restriction, les taxes non perçues potentielles se situaient probablement entre 38,4 milliards et 64,1 milliards de dollars (entre 27,62 et 46,1 milliards d'euros) en 2011.

Dans l'hypothèse où ces revenus seraient recouverts sur une base annuelle et investis selon le plan exposé par la Commission Lancet, mettre fin au scandale à mille milliards de dollars permettrait de dégager suffisamment de ressources pour contribuer à éviter 3,6 millions de décès par an entre 2015 et 2025 dans les pays à faibles revenus, soit une diminution potentielle de 62 % de la mortalité des moins de 5 ans. Dans les pays à revenus moyens-inférieurs, une telle évolution pourrait contribuer à éviter 4,3 millions de décès par an entre 2015 et 2025 et réduire la mortalité infantile à 23 cas sur 1 000 naissances vivantes, plaçant le monde sur la bonne voie pour mettre un terme aux décès infantiles évitables dans ces pays d'ici 2030<sup>73</sup>.



	<b>Morts d'enfants de moins de 5 ans évitées</b>		<b>Nombre total de morts évitées</b>	
	<i>34 pays à faibles revenus</i>	<i>43 pays à revenus moyens inférieurs</i>	<i>34 pays à faibles revenus</i>	<i>43 pays à revenus moyens inférieurs</i>
<i>Morts évitées (moyenne annuelle 2016-2025)</i>	2,32 millions	2,69 millions	3,62 millions	4,30 millions
<i>Diminution de la mortalité chez les moins de 5 ans par rapport à la référence de 2011 (2025)</i>	62 % (43 pour 1 000 naissances vivantes)	68 % (23 pour 1 000 naissances vivantes)		
<i>Estimation des coûts (moyenne annuelle pour 2016-2025)</i>	4,09 milliards de dollars (3,08 milliards d'euros)	17,29 milliards de dollars (13,02 milliards d'euros)	29,8 milliards de dollars (22,45 milliards d'euros)	45,81 milliards de dollars (34,5 milliards d'euros)
<i>Morts évitées (moyenne annuelle pour 2026-2035)</i>	3,88 millions	3,76 millions	5,87 millions	5,98 millions
<i>Diminution de la mortalité chez les moins de 5 ans par rapport à la référence de 2011 (2035)</i>	68 % (22 pour 1 000 naissances vivantes)	74 % (11 pour 1 000 naissances vivantes)		
<i>Estimation des coûts (moyenne annuelle pour 2026-2035)</i>	6,09 milliards de dollars (4,59 milliards d'euros)	29,57 milliards de dollars (22,27 milliards d'euros)	38,66 milliards de dollars (29,12 milliards d'euros)	66,61 milliards de dollars (50,17 milliards d'euros)

## Méthodologie appliquée pour calculer l'ampleur des actifs offshore non déclarés et des pertes de revenus potentiels

Pour calculer l'ampleur des actifs détenus offshore :

- Nous avons analysé les dernières données statistiques disponibles (décembre 2013) de la Banque des règlements internationaux (BRI) (Tableau 7A, « External loans and deposits of reporting banks vis-à-vis all sectors », Prêts externes et dépôts des banques déclarantes vis-à-vis de tous les secteurs) et calculé le nombre total de dépôts enregistrés dans les juridictions de paradis fiscaux offshore.
- La liste des paradis fiscaux provient d'une liste établie par le Government Accountability Office des États-Unis<sup>74</sup>. Sur ces 50 juridictions, 21 étaient liées à l'Union européenne et 10 au Royaume-Uni (Anguilla, Bermudes, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, Île de Man, Jersey, Montserrat et Îles Turques et Caïques).
- Sur la base des dernières données des rapports de la Banque centrale et de la BRI<sup>75</sup>, nous avons examiné la proportion des dépôts détenus par des résidents étrangers, puisqu'ils sont censés représenter la principale menace de fraude fiscale. Lorsque des données étaient disponibles au niveau des banques centrales nationales ou du FMI, un coefficient national a été appliqué ; si aucune donnée n'était disponible pour un pays, c'est une moyenne qui a été utilisée. C'est ainsi que nous avons obtenu le nombre total de dépôts enregistrés dans des juridictions offshore et détenus par des résidents étrangers.
- Ce total s'élève à 20,1 % pour toutes les juridictions offshore, 15,3 % pour les juridictions du G20 (y compris les juridictions de l'UE), 13,9 % pour les juridictions du G8 et de l'UE, 13,8 % pour les juridictions de l'UE, 8,3 % pour les juridictions du G8, et enfin 8,1 % pour les juridictions liées au Royaume-Uni (y compris les territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne). Nous supposons que ce ratio de dépôts est valable pour tous les actifs (actions, obligations, produits dérivés) car aucune donnée crédible n'est disponible pour les autres classes d'actifs.
- Un ratio distinct a été appliqué pour les pays africains, puisque la proportion de patrimoines offshore est plus importante en Afrique qu'ailleurs. Ce ratio est tiré du rapport « Global Wealth 2014 » du Boston Consulting Group, qui indique, pour l'année 2013 (tout en utilisant une liste différente de juridictions offshore), qu'un ratio plus élevé de 32,6 % de patrimoines offshore a été enregistré pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique. L'application de la distribution d'actifs offshore mentionnée plus haut donne les ratios offshore suivants : 24,9 % pour les juridictions du G20, 22,6 % pour les juridictions du G8 et de l'UE, 22,5 % pour les juridictions de l'UE, 13,4 % pour les juridictions du G8 et 13,2 % pour les juridictions du Royaume-Uni.
- Nous avons ensuite examiné l'édition 2013 du Global Wealth Databook du Crédit Suisse afin de déterminer le patrimoine financier et les dettes par adulte, ce qui nous a permis de calculer le patrimoine net par adulte. Nous avons multiplié ce résultat par le nombre d'adultes également recensés dans l'édition 2013 du Global Wealth Databook. Nous avons ainsi obtenu le patrimoine financier net total par pays, réparti en groupes de pays à faibles revenus, revenus moyens-inférieurs, revenus moyens-supérieurs et revenus élevés, avec une fiche distincte pour l'Afrique. Nous avons ainsi obtenu un total de 20,5 mille milliards de dollars (15,4 mille milliards d'euros) d'actifs non déclarés détenus offshore.
- Ce chiffre a été multiplié ensuite par les ratios de patrimoines offshore détenus par des résidents étrangers afin d'obtenir la proportion de patrimoines offshore par pays, par groupe de revenus, et pour l'Afrique en tant que région.
- Nous avons ensuite utilisé un ratio de 84 %<sup>76</sup> de patrimoines offshore de résidents étrangers non déclarés, en vertu d'un rapport de 2009 (qui constitue la plus récente estimation du patrimoine offshore non déclaré).
- Puis nous avons appliqué un taux d'intérêt de 3,5 % (estimation prudente des rendements), basé sur l'Investment Yearbook 2013 du Crédit Suisse pour lequel une combinaison d'investissements en actions et obligations donnerait un rendement réel de 2 %. Pour obtenir les rendements nominaux, nous y avons ajouté l'inflation américaine de 1,5 %<sup>77</sup>. Ce qui nous a donné le revenu offshore non déclaré par pays.
- Nous avons ensuite calculé la perte fiscale estimée sur la base des taux d'imposition nationaux repris dans l'étude de PwC concernant les taux d'imposition sur le revenu à l'échelle mondiale. Nous avons pris le taux marginal supérieur d'impôt sur le revenu, étant donné la probabilité que le patrimoine offshore soit essentiellement détenu par les personnes aux revenus les plus élevés dans n'importe quel pays. Certains pays n'appliquent pas d'impôt sur le revenu et ne subissent donc aucune perte fiscale, tandis que d'autres ne taxent pas les gains de capitaux ou les intérêts de capitaux et n'accusent pas non plus ce type de perte. Ces calculs nous ont donné la perte fiscale par pays en raison des actifs offshore non déclarés. La perte fiscale globale est estimée à 169,6 milliards de dollars (127,8 milliards d'euros).

## Méthodologie de calcul du coût du secret au Nigéria

Pour calculer ce que les 400 milliards de dollars (301,2 milliards d'euros) de recettes pétrolières dérobées au Nigeria auraient pu permettre de financer, nous avons d'abord calculé le montant annuel moyen perdu suite aux détournements, en divisant 400 milliards de dollars (301,2 milliards d'euros) par 52, soit le nombre d'années entre 1960 et 2012, l'année où la statistique a été formulée. Les 7,7 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros) de pertes annuelles obtenus ont ensuite été utilisés pour calculer les améliorations des systèmes de santé et d'éducation qui auraient pu être financées chaque année, en dollars américains de 2013.

- Fourniture d'antirétroviraux (ARV) pendant un an aux 3,2 millions de Nigeriens séropositifs (315 dollars [237,2€]/personne/an) = 1,008 milliard de dollars (795 millions d'euros)<sup>78</sup>.
- Immunisation complète de chaque enfant âgé de moins de 5 ans dans le pays (29,7 millions d'enfants à 22 dollars [16,6€] par enfant) = 653,4 millions de dollars (492 millions d'euros)<sup>79</sup>.
- Fourniture de moustiquaires imprégnées d'insecticide pour les 168 millions de Nigeriens (10 dollars [7,5€]/moustiquaire) = 1,68 milliard de dollars (1,27 milliards d'euros)<sup>80</sup>.
- Si les fonds restants (7,7 milliards de dollars [5,8 milliards d'euros] - 1,008 milliard de dollars [795 millions d'euros] - 653,4 millions [492 millions d'euros] - 1,68 milliard de dollars [1,27 milliard d'euros] = 4,35 milliards de dollars [3,28 milliards d'euros] étaient investis dans l'éducation, ils pourraient financer les salaires de 494 421 instituteurs supplémentaires (4,35 milliards de dollars [3,28 milliards d'euros] ÷ 8 800 dollars [6626,4€]/par instituteur), soit une augmentation de 86 % des effectifs du personnel enseignant primaire actuel (574 078 instituteurs) dans le pays<sup>81</sup>.

## Méthodologie pour le calcul de l'augmentation potentielle de revenu disponible grâce à la réduction de la corruption

Pour calculer l'impact de la corruption sur les fonds disponibles pour la santé, l'éducation et d'autres interventions, nous avons utilisé une étude menée par Dreher et Herzfeld (2005) intitulée « The Economic Costs of Corruption: A Survey and New Evidence. » (Les coûts économiques de la corruption : étude et nouvelles preuves)<sup>82</sup>. À partir des indices de corruption du Guide international des risques-pays, cette étude mesure l'impact de la corruption sur plusieurs variables dépendantes, pour conclure qu'une augmentation d'un point dans la corruption se traduit par une diminution des dépenses publiques de 1,3 à 3 % (en pourcentage du PIB). À l'aide des données relatives aux dépenses établies par le FMI pour 2012<sup>83</sup>, nous avons quantifié l'impact en dollars américains d'une réduction de 3 % dans les dépenses publiques. En utilisant les données des dépenses en matière d'agriculture, d'éducation et de santé du Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS)<sup>84</sup>, de l'UNESCO<sup>85</sup> et de l'OMS<sup>86</sup>, respectivement, nous avons calculé les fonds additionnels qui pourraient être disponibles pour chaque secteur en cas d'augmentation de 3% des dépenses suite à une réduction d'un point dans la corruption. Nous avons ensuite utilisé les données du PEPFAR<sup>87</sup>, de GAVI<sup>88</sup>, et de l'UNESCO<sup>89</sup> pour calculer ce que ces fonds supplémentaires permettraient de financer, en supposant que l'ensemble de cet argent soit affecté à ces interventions.

# Notes

- <sup>1</sup> [http://www.un.org/apps/news/infocus/speeches/statments\\_full.asp?statID=922#.](http://www.un.org/apps/news/infocus/speeches/statments_full.asp?statID=922#.U9wEvoBdVCM) U9wEvoBdVCM
- <sup>2</sup> L. Chandy, N. Ledlie, V. Penciakova (2013), "The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030", Brookings Institution. [http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/04/ending%20extreme%20poverty%20chandy/the\\_final\\_countdown.pdf](http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/04/ending%20extreme%20poverty%20chandy/the_final_countdown.pdf)
- <sup>3</sup> Mehmet Ugur et Nandini Dasgupta (2011) "Corruption and economic growth: A meta-analysis of the evidence on low-income countries and beyond", Université de Greenwich. MPRA Article no. 31226. <http://mpr.ub.uni-muenchen.de/31226/>
- <sup>4</sup> Un grand nombre de recherches universitaires ont conclu que la corruption avait un impact très négatif sur la croissance économique et les IDE.
- <sup>5</sup> Selon les données de la Commission Lancet sur la santé mondiale. Voir la méthodologie pour plus d'informations.
- <sup>6</sup> Calculs de ONE. Voir la méthodologie.
- <sup>7</sup> D'après les inscriptions de l'OMS pour 2010, 12 millions de personnes séropositives en Afrique subsaharienne sont éligibles au traitement ARV. (1,7 million d'enfants et 10,3 millions d'adultes). Ces inscriptions ont récemment été remplacées par celles de 2013, mais peu de pays les ont adoptées. [http://www.unaids.org/en/media/unaids/contentassets/documents/epidemiology/2013/gr2013/UNAIDS\\_Global\\_Report\\_2013\\_fr.pdf](http://www.unaids.org/en/media/unaids/contentassets/documents/epidemiology/2013/gr2013/UNAIDS_Global_Report_2013_fr.pdf)
- <sup>8</sup> Calculs de ONE. Voir la méthodologie.
- <sup>9</sup> <http://economictimes.indiatimes.com/news/economy/policy/growth-trade-to-top-g20s-brisbane-summit-agenda/articleshow/39715314.cms>
- <sup>10</sup> Calcul de ONE basé sur les données du Fonds Monétaire International et de la Banque des règlements internationaux. Voir la méthodologie. Si ces actifs étaient déclarés aux autorités fiscales et que leur revenu faisait l'objet d'une taxation, même faible, cela pourrait générer des recettes de 19,5 milliards de dollars par an (14,7 milliards d'euros).
- <sup>11</sup> Calcul de ONE basé sur les estimations de Global Financial Integrity sur les flux financiers illicites. Voir la méthodologie.
- <sup>12</sup> N. Gruen, J. Houghton, R. Tooth (2014) "The Open Data Opportunity: How Open Data can help achieve the G20 growth target". Lateral Economics.
- <sup>13</sup> Article de Global Witness (2014) : "Anonymous UK company owned Viktor Yanukovich's presidential palace compound", 1<sup>er</sup> mars 2014. [http://www.globalwitness.org/blog/anonymous-uk-company-owned-viktor-yanukovichs-presidential-palace-compound/#\\_edn8](http://www.globalwitness.org/blog/anonymous-uk-company-owned-viktor-yanukovichs-presidential-palace-compound/#_edn8)
- <sup>14</sup> Jugement approuvé, Cas 2011 FOLIO-792 17 juillet 2013.
- <sup>15</sup> Article de Global Witness (2014) : "Shell's Nigeria investments at risk from corruption scandal, investors warned", 19 mai 2014. <http://www.globalwitness.org/library/shell%E2%80%99s-nigeria-investments-risk-corruption-scandal-investors-warned>
- <sup>16</sup> Safe sex in Nigeria. Des documents de la Cour mettent en lumière les manœuvres de Shell et ENI pour gagner un énorme bloc de pétrole nigérian et les dilemmes de leur industrie, The Economist, 15 juin 2013. <http://www.economist.com/news/business/21579469-court-docu%C2%ACments-shed-light-manoeuvrings-shell-and-eni-win-huge-nigerian-oil-block>
- <sup>17</sup> Département du Trésor américain (2008), « Le Trésor identifie de nouveaux noms d'emprunt des trusts Al Rashid et Al-Akhtar, basés au Pakistan et précédemment désignés comme soutenant Al-Qaïda » (2 juillet 2008), <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/hp1065.aspx>
- <sup>18</sup> Initiative pour le recouvrement des avoirs volés, « Les Marionnettistes : Comment dissimuler les avoirs volés derrière des structures juridiques, et que faire pour l'empêcher », 2011
- <sup>19</sup> Global Financial Integrity (2013), « Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2002-2011 », valeurs nominales pour l'ensemble des pays d'Afrique à l'exclusion du Sud Soudan, <http://iff.gfintegrity.org/iff2013/2013report.html>,
- <sup>20</sup> Shima Baradaran, Michael Findley, Daniel Nielson, Jason Sharman, "Funding Terror", University of Pennsylvania Law Review, Vol 162, février 2014, N°3. [http://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4578&context=penn\\_law\\_review](http://scholarship.law.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4578&context=penn_law_review)
- <sup>21</sup> Kofi Annan (2013), "Stop the Plunder of Africa" (Cessez de piller l'Afrique), New York Times, 9 mai 2013, [http://www.nytimes.com/2013/05/10/opinion/global/stop-the-plunder-of-africa.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2013/05/10/opinion/global/stop-the-plunder-of-africa.html?_r=0)
- <sup>22</sup> Banque mondiale, « Africa's Pulse », Volume 8, octobre 2013. [http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure\\_Vol8.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure_Vol8.pdf)
- <sup>23</sup> Article de Vanguard (2012), « Le Nigéria perd 400 milliards de dollars à cause de voleurs de pétrole » – Ezekwesili, 28 août 2012, <http://www.vanguardngr.com/2012/08/nigeria-loses-400bn-to-oil-thieves-ezekwesili/>
- <sup>24</sup> Calculs de ONE, voir la méthodologie.
- <sup>25</sup> Luke Balleny (2013) "What impact has the EITI transparency initiative had on Nigeria?", Thomson Reuters, 26 mai 2013. <http://www.trust.org/item/20130526235456-nderv/>
- <sup>26</sup> ITIE (2012) « L'ITIE Nigéria : Donner du poids à la transparence, lever le voile sur les milliards », étude de cas de l'ITIE, janvier 2012. <http://eiti.org/files/Case%20Study%20-%20EITI%20in%20Nigeria.pdf>
- <sup>27</sup> Ngozi Okonjo-Iweala, « Point of View: Nigeria's Shot at Redemption », IMF Finance and Development Quarterly, Vol. 45, N° 4, décembre 2008. <http://www.imf.org/external/Pubs/FT/fandd/2008/12/okonjo.htm>
- <sup>28</sup> Paul Collier (2007) "The Bottom Billion: why the poorest countries are failing and what can be done about it". Oxford University Press.
- <sup>29</sup> OMC (2013), « Exportations mondiales de marchandises par grand groupe de produits et par région, 2012 » [http://www.wto.org/english/res\\_e/statist\\_e/its2013\\_e/section2\\_e/ii02.xls](http://www.wto.org/english/res_e/statist_e/its2013_e/section2_e/ii02.xls) ; OCDE (2014), « Panorama de l'aide au développement, Statistiques par région : Afrique ». <http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/2.%20Africa%20-%20Development%20Aid%20at%20a%20Glance%202014.pdf>
- <sup>30</sup> Natural Resource Governance Institute. « Les industries extractives d'Ouganda. » <http://www.resourcegovernance.org/countries/africa/uganda/extractive-industries>
- <sup>31</sup> Banque mondiale (2010). "Country Assistance Strategy for the Republic of Uganda 2011-2015". [http://siteresources.worldbank.org/UGANDA/EXTN/Resources/Uganda\\_CAS.pdf?resourceurlname=Uganda\\_CAS.pdf](http://siteresources.worldbank.org/UGANDA/EXTN/Resources/Uganda_CAS.pdf?resourceurlname=Uganda_CAS.pdf)
- <sup>32</sup> Banque mondiale (2013). Remarques du Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, lors de l'événement « Speak Up Against Corruption » du 19 décembre 2013. <http://www.worldbank.org/en/news/speech/2013/12/19/world-bank-group-president-jim-yong-kim-corruption-event>
- <sup>33</sup> Calculs de ONE d'après le « Rapport DATA 2014 » à venir. Sources : Base de données du FMI - Perspectives de l'économie mondiale (avril 2014) ; Tableau 2a du CAD de l'OCDE ; Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial.
- <sup>34</sup> Statistiques de l'OCDE. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=REV>.
- <sup>35</sup> Global Financial Integrity (2013), « Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2002-2011 », op. cit.
- <sup>36</sup> CNUCED (2012). <http://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=88>
- <sup>37</sup> Calcul de ONE basé sur les données du Fonds Monétaire International et de la Banque des règlements internationaux.
- <sup>38</sup> Stuart Yikona (2011). « How corruption and illegal tax evasion distort development. » Blog « Governance for Development » (Gouvernance pour le développement) de la Banque mondiale. 6 décembre 2011. <http://blogs.worldbank.org/governance/how-corruption-and-tax-evasion-distort-development>
- <sup>39</sup> Conférence épiscopale de Tanzanie, le Conseil national musulman de Tanzanie et Conseil chrétien de Tanzanie (2012) "The One Billion Dollar Question: How Can Tanzania Stop Losing So Much Tax Revenue", <http://www.policyforum-tz.org/files/ONEBILLIONDOLLARQUESTION.pdf>
- <sup>40</sup> Global Financial Integrity (2014), "Hiding in Plain Sight: Trade Misinvoicing and the Impact of Revenue Loss in Ghana, Kenya, Mozambique, Tanzania, and Uganda: 2002-2011". [http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2014/05/Hiding\\_In\\_Plain\\_Sight\\_Report-Final.pdf](http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2014/05/Hiding_In_Plain_Sight_Report-Final.pdf)
- <sup>41</sup> Andreas Knobel et Markus Meinzer (2014). "Automatic Exchange of Information: An Opportunity for Developing Countries to Tackle illegal tax evasion and Corruption".
- <sup>42</sup> La France a adopté une loi exigeant une comptabilité pays par pays pour les banques, et d'autres pays européens vont bientôt lui emboîter le pas. Voir: <http://www.asso-sherpa.org/transparence-des-banques-la-france-montre-leurope-que-cest-possible/#.U9YVarGjJfc>
- <sup>43</sup> Jamie Doward (2011) 'Glencore denies allegations over copper mine tax', Observer, 17 April 2011. <http://www.theguardian.com/business/2011/apr/17/glencore-denies-copper-tax-allegations>
- <sup>44</sup> Grant Thornton, "Rapport d'audit-pilote - Mopani Copper Mines Plc". [http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/Audit\\_Mopani.pdf](http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/Audit_Mopani.pdf)
- <sup>45</sup> Glencore commente les paiements d'impôts de Mopani. <http://www.glencore.com/assets/Uploads/media/glencore/2011/201106020800-Glencore-comments-on-Mopani-tax-payments.pdf>
- <sup>46</sup> Banque africaine de développement (2011), « Mobilisation des ressources intérieures pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est : leçons pour la politique et l'administration fiscales. » <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Domestic%20Resource%20Mobilisation%20Flagship%20Report.pdf>

- 47 David Cameron (2014), "The Corruption Cure: Transparency, Taxes, Trade", 4 juin 2014, Wall Street Journal. <http://online.wsj.com/articles/david-cameron-the-corruption-curetransparency-taxes-trade-1401913005>
- 48 Open Data Institute, "Knowledge for Everyone". <http://theodi.org/>
- 49 International Budget Partnership - Indice sur le budget ouvert 2013.
- 50 B20 (2014) « Rapport du Groupe de travail du B20 sur la lutte contre la corruption au Bureau et aux présidents des Taskforces du B20 », juillet 2014. <http://www.b20australia.info/Documents/B20%20Anti-Corruption%20Working%20Group%20Report.pdf>
- 51 N. Gruen, J. Houghton et R. Tooth (2014) "The Open Data Opportunity" op. cit.
- 52 Roll Back Malaria, "SMS for Life". <http://www.rbm.who.int/psm/smsWhatIsIt.html>
- 53 Centre for Global Development (2007), Document de travail: « Putting the Power of Transparency in Context: Information's Role in Reducing Corruption in Uganda's Education Sector ». [http://www.cgdev.org/files/15050\\_file\\_Uganda.pdf](http://www.cgdev.org/files/15050_file_Uganda.pdf)
- 54 The Scotsman (2014). "Aung San Suu Kyi would welcome 'ethical' UK investment in Burma", 18 juin 2012. <http://www.scotsman.com/news/politics/top-stories/aung-san-suu-kyi-would-welcome-ethical-uk-investment-in-burma-1-2360900>
- 55 <http://www.informationweek.com/software/information-management/hillary-clinton-lauds-global-open-government-efforts/d/d-id/1103911>
- 56 Raymond W. Baker (2005). « Le talon d'Achille du capitalisme : l'argent sale et comment renouveler le système d'économie de marché. »
- 57 Transparency International, « What we do ». <http://www.transparency.org/whatwedo>
- 58 Les exceptions incluent deux études de Global Financial Integrity évaluant les pertes de recettes fiscales pour des pays spécifiques à cause de flux financiers illicites. Pour l'heure, néanmoins, son analyse n'a porté que sur une poignée de pays. Voir, par exemple Global Financial Integrity (2014) "Hiding in Plain Sight" op. cit.; et GFI (2010) "The Implied Tax Revenue Loss from Trade Mispricing", [http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2014/05/IMPLIED-TAX-REVENUE-LOSS-REPORT\\_FINAL.pdf](http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2014/05/IMPLIED-TAX-REVENUE-LOSS-REPORT_FINAL.pdf).
- 59 Raymond W. Baker (2005). « Le talon d'Achille du capitalisme : l'argent sale et comment renouveler le système d'économie de marché ».
- 60 Global Financial Integrity (2013), "Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2002-2011", op. cit.
- 61 ONUDC (2014), "Illicit money: how much is out there?" [http://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2014/October/Illicit-money\\_-how-much-is-out-there.html](http://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/2014/October/Illicit-money_-how-much-is-out-there.html)
- 62 Fonds monétaire international (1998), "Money Laundering: the Importance of International Countermeasures. Addressed by Michel Camdessus", IMF, Paris. <http://www.imf.org/external/np/speeches/1998/021098.htm>
- 63 FMI, « Perspectives de l'économie mondiale 2014 ». <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/01/weodata/weorept.aspx?pr.x=39&pr.y=15&sy=2008&ey=2013&sort=country&ds=.&br=1&c=001&s=NGDPD&grp=1&a=1>
- 64 ONUDC (2011). "Estimating Illicit Financial Flows Resulting From Drug Trafficking and Other Transnational Organized Crimes". [http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit\\_financial\\_flows\\_2011\\_web.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit_financial_flows_2011_web.pdf)
- 65 FMI, « Perspectives de l'économie mondiale 2014 ». <http://www.imf.org/external/ns/cs.aspx?id=28>
- 66 Christian Aid (2008) "Death and Taxes: the true toll of tax dodging".
- 67 Dans son ouvrage « Le talon d'Achille du capitalisme » (2005), Raymond Baker estime l'impact mondial de la fraude fiscale à 500 milliards de dollars (402 milliards d'euros) par an, dont la moitié provient de pays en développement.
- 68 Daniel Kaufmann (2005). « Myths and Realities of Governance and Corruption. » [http://mpra.ub.uni-muenchen.de/8089/1/Myths\\_Realities\\_Gov\\_Corruption.pdf](http://mpra.ub.uni-muenchen.de/8089/1/Myths_Realities_Gov_Corruption.pdf)
- 69 Cette convergence suppose un taux de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans de 16 pour 1000 naissances vivantes, un taux annuel de décès dus au Sida de 8 pour 100 000 et un taux annuel de mortalité par tuberculose de 4 pour 100 000.
- 70 Cela inclurait des interventions visant à régler les troubles RMNCH, le VIH, le paludisme, la tuberculose et les maladies tropicales négligées, mais également des investissements dans les systèmes de santé et d'infrastructures et des décès évités en prévenant des grossesses à travers une intensification des programmes de planification familiale.
- 71 Les détails de la méthodologie peuvent être trouvés dans l'annexe 4 du rapport de la Commission. <http://download.thelancet.com/mmc/journals/lancet/PIIS0140673613621054/mmc4.pdf?id=eaas72M-v5QpV8NW3sdEu>
- 72 Global Financial Integrity (2013). "Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2002-2011", op. cit. [73] Défini par Save The Children comme 20 décès pour 1000 naissances vivantes. Save the Children (2014), "Getting to Zero: How we can be the generation that ends poverty". [http://www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/images/Getting\\_to\\_Zero.pdf](http://www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/images/Getting_to_Zero.pdf)
- 74 US Government Accountability Office (2008) "Report to Congressional Requesters: International Taxation", décembre 2008. <http://www.gao.gov/new.items/d09157.pdf>
- 75 Banque des Règlements internationaux (2011), tableaux détaillés sur les statistiques bancaires localisées provisoires et consolidées fin septembre 2010. [http://www.centerforfinancialstability.org/fsr/imfdocs/global/bis\\_bank\\_stat\\_201101.pdf](http://www.centerforfinancialstability.org/fsr/imfdocs/global/bis_bank_stat_201101.pdf)
- 76 HELVEA (2009), "Swiss Banking Secrecy and Taxation. Paradise Lost?" [http://www.safehaven.at/wordpress\\_cms/wp-content/uploads/2010/03/Helvea-Studie.pdf](http://www.safehaven.at/wordpress_cms/wp-content/uploads/2010/03/Helvea-Studie.pdf)
- 77 Crédit Suisse (2013), « Credit Suisse Global Investment Returns Yearbook 2013 » <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=88F22B53-83E8-EB92-9D555B7A27900DAC>
- 78 Calculs de ONE basés sur les données relatives au nombre de Nigériens séropositifs fournies par ONUSIDA <http://www.unaids.org/en/regionscountries/countries/nigeria/>, et sur le coût moyen annuel des traitements ARV indiqué par le PEPFAR (315 dollars [237€]) – « Rapport du PEPFAR (2014) sur les coûts du traitement dans le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le Sida », <http://www.pepfar.gov/documents/organization/223163.pdf>. Il convient de noter que le chiffre utilisé n'est qu'une simple estimation, vu que le coût des ARV varie en fonction du pays, du mécanisme de
- financement, du type de VIH et de l'âge du patient.
- 79 Calculs de ONE basés sur les chiffres d'impact fournis par l'Alliance GAVI, en vertu desquels 100 millions de dollars [75,3 millions d'euros] peuvent fournir des vaccins pentavalents, antipneumococciques et antitortavirus pour 2,84 millions d'enfants, sauvant ainsi environ 100 000 vies. Le nombre d'enfants de moins de 5 ans au Nigéria s'élève à environ 29,7 millions (2014); voir: UNICEF (2014) « La situation des enfants dans le monde - Indicateurs démographiques », [http://www.unicef.org/sowc2014/numbers/documents/english/SOWC2014\\_In%20Numbers\\_28%20Jan.pdf](http://www.unicef.org/sowc2014/numbers/documents/english/SOWC2014_In%20Numbers_28%20Jan.pdf)
- 80 Calculs de ONE basés sur les données démographiques du Nigéria provenant des indicateurs de développement de la Banque mondiale, et sur l'hypothèse selon laquelle chaque moustiquaire coûte 10 dollars [7,5€] (acquisition et distribution) et serait distribuée en 2013 avec une durée de conservation d'au moins 3 ans; voir: Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (2014), « Moustiquaires traitées à l'insecticide », [http://www.cdc.gov/malaria/malaria\\_worldwide/reduction/itm.html](http://www.cdc.gov/malaria/malaria_worldwide/reduction/itm.html), et Jeffrey Sachs (2009) « Good News on Malaria Control », [http://www.earth.columbia.edu/sitefiles/file/about/director/2009/SciAm\\_August2009.pdf](http://www.earth.columbia.edu/sitefiles/file/about/director/2009/SciAm_August2009.pdf)
- 81 UNESCO (2011), « Financement de l'éducation en Afrique subsaharienne », [http://www.uis.unesco.org/Library/Documents/Finance\\_EN\\_web.pdf](http://www.uis.unesco.org/Library/Documents/Finance_EN_web.pdf) Institut de statistique de l'UNESCO - Centre de données, <http://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx>
- 82 A. Dreher et T. Herzfeld (2005), "The Economic Costs of Corruption: A Survey and New Evidence". <http://ssrn.com/abstract=734184>
- 83 FMI, base de données « Perspectives de l'économie mondiale », avril 2014. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2014/01/weodata/index.aspx>
- 84 Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS), 2013. « Annual Trends and Outlook Report » (rapport annuel sur les tendances et perspectives)
- 85 UNESCO (2011), « Financement de l'éducation en Afrique subsaharienne », op. cit. Institut de statistique de l'UNESCO - Centre de données, op. cit.
- 86 Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2014. « Base de données sur les dépenses de santé mondiales ». <http://apps.who.int/nha/database>
- 87 PEPFAR, qui estime qu'un traitement ARV annuel coûte 315 dollars [237€]. PEPFAR (2014) « Rapport de 2014 sur les coûts du traitement dans le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le Sida ». <http://www.pepfar.gov/documents/organization/223163.pdf>
- 88 GAVI Alliance (2014). « Indicateurs des objectifs façonnant le marché ». <http://www.gavialliance.org/results/goal-level-indicators/market-shaping-goal-indicators/>. GAVI estime le coût d'une vaccination complète d'un enfant à 22 dollars [16,6€].
- 89 UNESCO (2011), « Financement de l'éducation en Afrique subsaharienne » et statistiques de l'UNESCO, diverses années (2001-11); UNESCO base de données du « Pôle de Dakar »; diverses années (2007-09).
- 90 Alpha Condé, "In Guinea we want our resource wealth to work for all the people", The Guardian, 14 juin 2014. <http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2013/jun/14/guinea-resource-wealth-work-people>

# Remerciements


Ce rapport a été rédigé par David McNair, Joseph Kraus, Kathy McKiernan et Sandra McKay. Catherine Blampied, Matti Kohonen, Ama Marston et Lorriann Robinson ont contribué aux analyses. Tamar Karabetyan a géré la production du rapport et Sara Harcourt en est l'éditeur.

David Wilson a procédé à la révision du rapport, et le design et la conception ont été gérés par Barney Haward et Elizabeth Brady.

Nous sommes reconnaissants pour les commentaires sur les ébauches de ce rapport formulés par nos collègues de ONE, en particulier : Jamie Drummond, Michael Elliott, Tamira Gunzburg, Tom Hart, Andreas Huebers, Adrian Lovett, Friederike Röder et Eloise Todd. Nous tenons aussi à remercier des personnes extérieures à ONE pour leurs conseils et leurs commentaires : Alan Hudson, Gavin Yamey, Amanda Robbins, Martin Tisne et Andrew Clarke. Toute erreur restante relève de notre seule responsabilité.

## **\* Note de la rédaction :**

Le rapport "Le casse du siècle, un scandale à mille milliards de dollars" lancé le 3 septembre 2014 se référait à une déclaration faite dans le quotidien Sydney Morning Herald sur les affaires fiscales de Glencore en Australie. Cette déclaration a été identifiée comme étant fautive par le Sydney Morning Herald et rétractée. Par conséquent, nous avons modifié le rapport pour retirer cette référence et nous sommes excusés auprès de Glencore pour l'erreur commise.



**« Le manque de transparence et la corruption dans le monde des affaires ne signifient pas seulement un manque de concurrence et des taxes non rémunérées. Ils rongent le processus politique et compromettent notre démocratie en évolution. Ils ralentissent le changement et laissent la porte ouverte à la frustration et à un type de tension politique et de violence regrettable qui engendrent des décès tragiques ».**

**Alpha Condé,  
Président de Guinée<sup>90</sup>.**



[ONE.ORG/SCANDALE](https://one.org/scandale)